

**Groupe de liaison, de réflexion, de vigilance et de solidarité avec les chrétiens et les minorités au Moyen-Orient**

**Compte rendu de l'audition de Monseigneur Pascal Gollnisch,  
directeur de l'Œuvre d'Orient du jeudi 27 octobre 2016**

**Salle Vaugirard, 9h00**

**Participants Sénat :** M. Bruno RETAILLEAU, président du groupe de liaison, M. Jean-Pierre VIAL, président du groupe interparlementaire d'amitié France-Syrie, M. Jean-Marie BOCKEL, M. Gilbert BOUCHET, Mme Catherine DEROCHE, Mme Jacky DEROMEDI, Mme Marie-Annick DUCHÊNE, Mme Dominique ESTROSI-SASSONE, M. Bernard FOURNIER, M. Jean-Noël GUÉRINI, Mme Bariza KHIARI, Mme Brigitte MICOULEAU et M. Jean-Louis TOURENNE.



**M. Bruno Retailleau, président du groupe de liaison avec les chrétiens et les minorités au Moyen-Orient** - Avant de passer la parole à Mgr Gollnisch, quelques informations sur les activités de notre groupe.

Il y a tout d'abord le concert donné par Pueri Cantores le 12 novembre à la Madeleine au profit de l'Œuvre d'Orient. Cet événement exceptionnel rassemble plus de 300 choristes autour d'une œuvre majeure du répertoire : le requiem de Fauré. Le groupe soutient cette initiative.

En second lieu, nous parrainons une conférence de presse avec l'AFAM, action pour les femmes et l'aide aux minorités, qui défend en particulier les femmes yézidis en organisant au Kurdistan irakien des ateliers et des formations. Cette réunion est programmée pour le 17 novembre à 17h30.

En troisième lieu, nous préparons une proposition de résolution du Sénat visant à reconnaître le génocide des minorités en Orient. Cette résolution doit envisager toutes les voies de droit

pour poursuivre les crimes perpétrés, que ce soit par la saisine de la CPI ou l'action des juridictions nationales. Il nous faut trouver une niche pour la discuter en séance publique. Je la communiquerai à l'ensemble des membres du groupe lorsqu'elle sera rédigée afin de recueillir les signatures de ceux qui souhaiteront la soutenir.

Enfin nous programmons d'autres réunions qui nous permettront notamment d'entendre Antoine Sfeir et Jean-François Colosimo.

Enfin, je me félicite que la présidence du Sénat ait accédé à notre demande d'aide pour la préservation des manuscrits syriaques. Je passe la parole à Jean-Pierre Vial, président du groupe interparlementaire d'amitié France-Syrie.

**M. Jean-Pierre Vial** – Il y a eu effectivement un très grand risque de destruction de ces manuscrits en Syrie et en Irak. D'après les spécialistes, ces manuscrits ont été sauvés à 95 %, ce dont on ne peut que se féliciter. Il faut à présent les sauvegarder. Un programme a été mis en place en particulier par la Société des Études Syriaques. Il faut à présent le mettre en œuvre. C'est l'Œuvre d'Orient qui en sera la cheville ouvrière. Le budget global s'élève à 300 000 euros et le Sénat en a apporté 80 000 ce qui permet de lancer l'opération et de rechercher d'autres fonds pour mener à bien ce projet.

**M. Bruno Retailleau** – Sur le terrain, il semble qu'une période de reconquête soit entamée avec la reprise de Qaraqosh et la bataille de Mossoul. Ces actions militaires vont se doubler d'une activité diplomatique intense. C'est ce schéma que nous avons évoqué dans notre colloque du mois de mars où nous envisagions le jour d'après. L'une des tâches à venir de notre groupe est de soutenir et de suivre les initiatives diplomatiques qui seront prises pour organiser et réorganiser ces pays afin de gagner la paix.

Je souhaite, qu'avec la commission des Affaires étrangères et de la défense, nous puissions entendre M. Jean-Yves Le Drian pour faire un point sur les opérations militaires de la coalition. Je vous rappelle que le groupe avait déjà reçu le ministre des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius et le ministre de l'intérieur, M. Bernard Cazeneuve.

**Monseigneur Gollnisch, directeur de l'Œuvre d'Orient** - je souhaite exprimer ma gratitude pour le Sénat dans son ensemble pour l'attention et la bienveillance qui s'y expriment en faveur des chrétiens d'Orient.

L'Œuvre d'Orient a été créée il y a 160 ans par des laïcs, universitaires de la Sorbonne, qui voulaient soutenir le travail d'éducation des écoles religieuses qui ont contribué à élever le niveau culturel dans les pays du Moyen-Orient en particulier. Elle s'est ensuite consacrée au soutien dans le domaine de la santé et au soutien de la vie des églises. Nous avons 80 000 donateurs. Nous sommes organisés avec la présence de délégués dans les départements.

Depuis six ans, nous essayons d'être au plus près des réfugiés et nous avons aussi le souci des questions de patrimoine. La médiation passe par les communautés catholiques locales. Depuis 160 ans, plus les difficultés des chrétiens d'Orient s'accroissent, plus le travail de l'Œuvre

d'Orient et son budget augmentent. Il est aujourd'hui de 17M euros. Je précise que nous agissons dans les pays où il y a une église catholique orientale native.

Sans faire une entorse à la laïcité à laquelle nous sommes attachés, je rappellerai les propos de M. Laurent Fabius qui déclarait que « l'amitié avec les chrétiens d'Orient est constitutive de l'identité de la France. »

Je voudrais commencer par dire que les chrétiens d'Orient doivent être appréhendés dans une perspective plus large que les seuls pays arabes.

Je suis surpris qu'on parle aussi peu de l'Érythrée où sévit un régime politique terrifiant dont les actes poussent sa population à l'exil. C'est un régime qui a inventé le service militaire à vie et qui est particulièrement totalitaire. Il faut aussi parler de l'Éthiopie, qui, après avoir connu une famine, affronte aujourd'hui de très importants problèmes politiques et vit sous l'état d'urgence.

S'agissant de l'Ukraine et de la Crimée, je rappelle que les prêtres gréco-catholiques ont été chassés de la péninsule. Cela reproduit exactement ce qui s'est passé sous Staline. L'église en Crimée a été quasiment annihilée.

En Inde, l'église a été fondée par les perses et se divise en deux églises, syro malabare et syro malankare, qui regroupent environ 15 millions de fidèles confrontés à la montée du nationalisme hindou. Certes, l'Inde est un État fédéral et la situation n'est pas la même partout, mais il existe des endroits où les églises ont été incendiées. Pour les nationalistes indiens, indien égal hindou.

En Iran, les catholiques vivent sous pression de la police religieuse. Il y a une quasi impossibilité d'obtenir des visas pour des raisons humanitaires. Faute d'avoir pu les obtenir, nous avons dû abandonner une léproserie.

En Turquie, où d'importantes communautés chrétiennes vivaient avant 1915, on ne peut être qu'inquiet sur les évolutions en cours. Il faut rappeler que l'église catholique n'a pas d'existence juridique. L'UNESCO devrait s'intéresser au sort des églises abandonnées qui tombent en ruine dont beaucoup datent des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles.

Les chrétiens d'Orient ne sont pas non plus localisés dans tout le monde arabe qui ne couvre pas le Maghreb et la péninsule arabique. Au sein de cette péninsule arabique, à l'exception de l'Arabie Saoudite où 2 millions de fidèles sont laissés sans lieux de culte, des églises se construisent peu à peu.

J'en viens au monde arabo musulman. Il est clair que la priorité est la neutralisation de Daech. De ce point de vue, enfin quelque chose se passe. Un certain nombre de questions pour lesquelles nous n'avons pas de réponse se posent. Pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour intervenir dans la plaine de Ninive où la configuration géographique aurait permis de reprendre les villages chrétiens ou même Qarakosh ? Pourquoi Daech a-t-il pu progresser si facilement jusqu'à Mossoul ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de réaction à l'époque ? Pourquoi Palmyre a-t-elle pu être prise si facilement alors qu'il aurait été facile d'arrêter les colonnes

qui progressaient vers la ville en traversant un désert ? S'agissant d'Al Qaïda, tout le monde est-il d'accord sur l'attitude à avoir vis-à-vis de cette organisation ? Où en est-on de la question des financements du terrorisme, du trafic des armes, du passage des djihadistes à travers une frontière turque non régulée et non surveillée ? Pourquoi ces organisations continuent-elles de disposer des outils Internet, d'agences de presse ou de réseaux téléphoniques ? Tout cela constitue un ensemble des questions sans réponses pour l'instant.

La plaine de Ninive va être assez facilement reprise. Il va y avoir des problèmes de déminage. C'est le rôle des Nations unies et des États de prendre en charge cette opération qui va être longue et qui passe par aussi par l'éducation de la population pour éviter des gestes dangereux. Il faudra aussi reconstruire.

Pour Mossoul, c'est autre chose. Sans doute va-t-on s'arrêter à ses portes. Ninive dans la Bible, dans le livre de Jonas, c'est à la fois la miséricorde et une pédagogie de l'universalité du Salut. Le retour des chrétiens dans Mossoul sera difficile en raison des tensions persistantes entre communautés. Il faudra reconstruire les églises détruites, et aussi les mosquées qui n'avaient pas l'heur de plaire à l'État islamique. Réinstaller des populations dans Mossoul va être compliqué et lourd en pertes humaines.

Au-delà de ces difficultés, ce sont les discriminations qui pénalisent le plus les chrétiens. Il faut distinguer les persécutions qui ont un caractère organisé, systématique et massif. C'est indiscutablement ce que fait Daech, et d'autres groupes, vis-à-vis des minorités et en premier lieu des yézidis. En revanche, on ne peut pas parler de persécutions des chrétiens en Égypte ou en Jordanie.

Mais, dans tous les pays arabes, il y a discrimination vis-à-vis des chrétiens. Il y a quelque temps, j'ai reçu une délégation de l'université Al-Azhar. Les cinq délégués étaient tous parfaitement francophones. Cela me permet de souligner l'importance de la francophonie. Je vous rappelle que 400 000 élèves reçoivent une éducation en français dans des écoles confessionnelles et qu'aucune aide, de quelque nature que ce soit, ne leur est apportée. Au contraire on a voulu les taxer. Si la France ne prend pas à cœur la question de la francophonie, c'en est fini de son influence dans la région. Il m'a fallu évoquer les discriminations avec cette délégation.

La discrimination peut être d'ordre constitutionnel ou juridique. Auparavant, il existait deux droits : le premier, qui s'adressait aux chrétiens, et le second, aux musulmans. Aujourd'hui, il n'existe plus qu'un seul droit d'inspiration musulmane. Cela signifie par exemple qu'une femme musulmane ne peut épouser un homme chrétien sauf si celui-ci se convertit. De plus, un musulman ne peut pas se convertir. C'est un problème juridique. Je suis choqué et étonné du silence, y compris des organisations de défense des droits de l'homme, sur ces questions, comme si elles étaient normales et inévitables.

Il existe aussi des discriminations administratives qui interdisent aux chrétiens des postes ou des fonctions dans l'administration de leur pays. Dans les entreprises, des discriminations professionnelles existent également, en particulier à l'embauche. Il faut enfin souligner les difficultés de voisinage.

Ce que nous réclamons, ce n'est pas la défense des minorités en tant que telles à la manière condescendante de l'empire ottoman. Ce que nous voulons, c'est la reconnaissance de la pleine citoyenneté pour tous au-delà de l'appartenance à une minorité.

S'agissant de la question kurde, je comprends que nos autorités souhaitent soutenir les kurdes de Syrie. Il faut toutefois rappeler que la Mésopotamie syrienne n'a jamais été un Kurdistan comme il en existe un de manière claire en Irak. Dans cette zone, les kurdes représentent tout juste 50 % de l'ensemble de la population. Or ils veulent affirmer leurs droits et leur identité mais, en conséquence, ils kurdifient la Mésopotamie et les chrétiens subissent des persécutions de leur part. Par exemple, les écoles chrétiennes arabophones sont saccagées et kurdifiées. Dans la mesure où nous les aidons, il est souhaitable que nos autorités puissent faire pression sur les kurdes syriens pour qu'ils respectent les minorités dont la minorité chrétienne.

Sur la Syrie, nous aimerions travailler à un repositionnement diplomatique de la France dont la position devient complètement inaudible. Nous perdons nos amis et n'en trouvons pas d'autres. La France aurait pu se positionner dans un rôle de médiation. Or, personne n'a joué cette carte. Rappelons que le mandat sur la Syrie a été dur et violent. Cela appelle de notre part un peu de modestie. Ne pouvons-nous pas nous replacer dans un rôle de médiation qui donnerait de la personnalité à notre diplomatie ?

Sur l'observatoire syrien des droits de l'homme, j'entends tout et son contraire. Qu'il est proche du régime, des Frères etc... je n'en sais rien, mais ce que je constate, c'est qu'il joue un rôle de quasi-monopole. Ce n'est pas normal que les médias, les gouvernements et les Nations unies n'aient que cette source d'information. Une pluralité devrait être une déontologie de la communication. L'Union européenne devrait pouvoir susciter une instance d'information sur le terrain.

Sur les rapports avec le monde russe, il est maladroit de menacer de la Cour pénale internationale un président qui doit venir en France quelques jours plus tard. Il faut se parler.

Une chose est particulièrement importante : c'est la question de l'embargo sur la Syrie. Celui-ci fait que, quand on aide la population, on est hors la loi. Est-on obligé de faire les mêmes erreurs qu'en Irak où l'embargo a fait des centaines de milliers de morts ?

Je voudrais également évoquer le problème des visas des réfugiés chrétiens. En particulier le fait qu'il est difficile pour un syrien résidant dans la zone régime de demander un visa car il est considéré comme complice.

En ce qui concerne la saisine de la Cour pénale internationale, l'œuvre d'Orient a réclamé depuis longtemps la traduction devant elle des responsables des exactions. Je remarque cependant que la question ne se pose que pour un camp, que seules les violences contre un camp sont évoquées. Cela est choquant. Les zones chrétiennes sont bombardées aussi par l'opposition tous les jours à Damas. On n'entend pas la même émotion.

Je suis surpris du peu de réflexion sur l'avenir et de ne pas entendre de projet politique ni pour l'Irak, ni pour la Syrie, ni pour les chrétiens, ni pour les yézidis ou les autres minorités dont,

du reste, les sunnites qui sont concernés eux aussi. Que dit-on à ces populations qui sont minoritaires ? Il serait très dangereux de toucher aux frontières internationales. Même si elles étaient à l'origine artificielles, elles ont acquis une légitimité depuis un siècle. Si nous fractionnons ces pays, nous entrerons dans un cycle de radicalisation de chaque entité. La seule vraie solution est un fédéralisme fort tout au moins pour la période de transition.

Pour les chrétiens de Ninive, il faut trouver une forme juridique pour qu'ils aient une autonomie administrative, une sorte de gouvernorat qui puisse parler en leur nom et assurer leur défense et subvenir à leurs besoins.

Je demeure perplexe sur l'attitude de certains responsables occidentaux vis-à-vis des Frères musulmans qu'on présente comme des modérés, notamment quand on pensait qu'ils avaient la possibilité de prendre le pouvoir en Égypte sans penser qu'ils pouvaient aussi le perdre. Or, ce sont les Égyptiens chrétiens et musulmans qui ont chassé les Frères musulmans.

La question des réfugiés est extrêmement délicate car, si nous favorisons ce mouvement, on vide le Moyen-Orient de ses chrétiens. Cela reste cependant leur décision. Nous devons éviter de favoriser ce mouvement mais cela suppose évidemment de donner aux populations l'espoir de vivre autrement. Il faut les aider à construire un avenir. Le sort des clandestins est une tragédie humaine à laquelle nous ne pouvons être indifférents. Mais il se faut aussi rappeler que leur introduction a pour conséquence de voir freiner les démarches légales de ceux qui cherchent à fuir leur pays.

Même si nous sommes à la limite du principe de laïcité, je m'étonne que nous ne parvenions pas à obtenir des autorités qu'elles donnent à ces réfugiés les coordonnées de leurs communautés spirituelles pour les mettre en réseau et les sortir de l'isolement.

La question du patrimoine est importante. L'Institut du Monde Arabe (IMA) va faire une grande exposition et accueille des colloques régulièrement sur le patrimoine. L'UNESCO aurait un rôle à jouer. Juste avant la crise, les églises chrétiennes de Syrie ont été inscrites au patrimoine mondial de l'humanité.

L'avenir des chrétiens d'Orient est en Orient. Je crois que leur sort est lié au sort des pays. Il n'y a pas de chrétiens heureux dans un pays en crise.

Pour conclure sur une note d'espoir, les excès de Daech et des autres organisations terroristes - mais aussi les événements qui se sont déroulés en Algérie où, faut-il le rappeler, 30 chrétiens mais aussi 200 000 musulmans ont été assassinés - provoquent des réflexions au sein même du monde musulman. Une partie importante des populations ne se reconnaît pas dans ses exactions et ses excès qui sont révélateurs d'une crise du monde musulman. Nous distinguons une réaction qui peut faire progresser ces pays. Il existe une fenêtre d'évolution dont les chrétiens pourraient être à la fois les acteurs et les bénéficiaires.

**M. Jean-Pierre Vial** – Pour rebondir sur vos propos conclusifs, il y a beaucoup de groupes qui réfléchissent effectivement sur ce que pourraient être les institutions de demain en Syrie.

Les chrétiens qui restent veulent une place dans la Syrie de demain. Ils veulent être des citoyens à part entière et non plus, comme avant, de seconde zone.

**Monseigneur Gollnisch** – Je souhaite que les autorités chrétiennes puissent être mieux écoutées. On sait qui parle au nom des sunnites ou au nom des orthodoxes. Or, ceux qui pourraient parler au nom des chrétiens sont les représentants de pays de laïcité. Il est donc important que les autorités catholiques, qui sont des gens d'ouverture et de dialogue, comme Mgr Sako, puissent être écoutées. Ce sont globalement des gens de paix. Beaucoup viennent en France. On reçoit chaque semaine deux évêques orientaux presque tous francophones. Ils sont reçus au Sénat, à l'Assemblée nationale et au ministère des Affaires étrangères. Mais notre diplomatie les écoute poliment mais avec une certaine condescendance. Il faut les écouter attentivement.

**M. Bruno Retailleau** – Mgr Sako a participé au colloque sur le jour d'après en mars dernier. Nous avons évoqué la question d'une organisation fédérale. Pour Mgr Sako, les chrétiens ne doivent pas être enfermés. Il me semble que c'est une vision un peu irénique. À la coexistence de communautés qui ont vécu ensemble mais dont la fracture a été consommée par la crise, se superpose l'influence d'acteurs extérieurs comme l'Arabie Saoudite, l'Iran ou la Turquie. Le fédéralisme est-il une solution ? Le groupe de liaison va devoir peser sur les conditions d'organisation de la paix sinon on peut redouter que les mêmes causes produisent les mêmes effets.

**Monseigneur Gollnisch** – J'entends souvent dire que si la France n'avait pas été se battre en Syrie et en Irak on n'aurait pas eu d'attentats. Cela est faux. Pour Daech, les étapes d'après sont la péninsule arabique puis l'Europe. Il faut les neutraliser même si cela ne règlera pas tout. Empêcher Daech d'avoir un territoire, des revenus financiers, des armes lourdes, est important.

L'entrée de la Turquie dans le monde arabe est une folie. L'empire ottoman a été la puissance coloniale pendant des siècles. C'est une véritable bombe à retardement.

Ce qui inquiète les chrétiens, c'est le risque d'éclatement qui conduirait à la radicalisation des différentes entités et qui laisserait les chrétiens seuls. D'où ce désir de vivre ensemble par conviction et par tactique. C'est la raison pour laquelle je ne vois pas comment échapper à une forme de fédéralisme, tout au moins pour la période de transition. La confiance entre chrétiens et sunnites a été rompue de manière durable. Il faut travailler à la reconstruire mais cela ne peut se faire rapidement. Il faudra passer par un fédéralisme qui n'est pas un éclatement du pays. Pour la Syrie, nous essayons de traiter le problème au sommet de l'État en faisant du départ du chef d'État un préalable, et nos diplomates s'étonnent des blocages. Ne faudrait-il pas plutôt essayer de stabiliser les choses dans des zones régionales et de rendre la parole à l'opinion publique ? Il faut soulager les populations qui sont en souffrance.

**Mme Bariza Khiari** – Y a-t-il encore une possibilité d'être dans la médiation plutôt que dans l'action ? Il y a quelques semaines, nous avons reçu au Sénat M. Sri Sri ravi Shankar qui a joué un rôle éminent dans le traité de paix entre les FARC et gouvernement colombien. Cela

permet de souligner le rôle éminent qu'ont à jouer les hommes de paix et les religieux dans la solution du problème que nous connaissons au Moyen-Orient.

**Monseigneur Gollnisch** – Les échéances politiques que va connaître la France vont conduire sans doute à un renouvellement. La France a déçu. Elle était attendue autrement. Beaucoup au Moyen-Orient attendent une médiation de notre pays qu'ils n'attendent pas des États-Unis ou de la Russie. Je voudrais également souligner qu'il y a un fort sentiment national syrien. Dans les écoles, on est en uniforme, on chante l'hymne national au lever du drapeau, y compris dans les écoles chrétiennes. Les Frères musulmans ont mésestimé ce sentiment national en Égypte. L'éclatement n'est pas désiré par les populations.

**M. Bruno Retailleau** - Quel rôle pour le groupe de liaison ?

**Monseigneur Gollnisch** – Il existe une délégation des kurdes syriens en France. Il faudrait essayer de les influencer pour qu'ils ne se retournent pas contre les chrétiens. Il y a là un rôle à jouer pour le groupe de liaison. Il y aura la plaine de Ninive à sécuriser et à reconstruire et faire en sorte que les chrétiens rentrent chez eux.

Je voudrais également dire que la présence des réfugiés au Liban ne peut durer. Certains, à l'ONU, ont émis l'idée de donner aux réfugiés la nationalité libanaise. Ce serait extrêmement dangereux et aboutirait à la disparition du Liban en tant que tel.